

4 octobre 2025

**Manifeste social-écologique-économique**

Ce manifeste repose sur un double constat : d’une part celui du changement climatique, des drames et des guerres pour les ressources qui en résultent et de l’autre la capacité de l’humanité à écarter la menace climatique, là où chacun vit, là où nous pouvons en décider, seul et ensemble.

Ce double constat débouche sur un chemin ou une impasse selon que l’action locale est actionnée à la hauteur des enjeux ou pas. Ecarter la menace climatique, dans le plaisir de vivre est encore possible, en actionnant le moteur local à la hauteur des enjeux.

Ce manifeste expose une vision réaliste et une perspective désirable, des solutions concrètes qui parlent à chacun, porteuses de co-bénéfices du local au global.

Un projet majeur, vital, est devant nous : contrer la menace climatique et les destructions de biodiversité, là où l’on vit, là où l’on peut en décider, de la maison et l’entreprise à la région ; il demande d’articuler dans l’urgence les politiques locales, nationales et européennes.

Ce manifeste a pour objet de faire de la social-écologie-économie une question centrale, désirable, rassembleuse, mobilisatrice, de notre offre politique en France. Le prochain mandat municipal est décisif pour l’atteinte des objectifs climat. Ce manifeste a été construit pour inspirer les programmes des candidats, outiller leur mise en oeuvre.

**\*\*\*\*\***

Dans un monde barricadé par les jeux de pouvoir entre les Etats-Unis et la Chine, haché par les inégalités, on ne peut ignorer le rôle des lobbies fossiles, actifs aux places clé pour entraver la transition.

Ils ont un point faible : ils se nourrissent aux énergies fossiles.

C’est pourquoi ses membres sont climatosceptiques ou relativisent l’urgence climatique, en financent massivement la promotion depuis un demi-siècle, comme s’ils étaient hors d’atteinte.

Le résultat est là : partout dans le monde, ils ont créé des guerres pour les ressources.

**Drames climatiques et guerres pour les ressources ne sont plus des menaces mais des réalités.**

En Europe, dans le monde, nous devons désormais financer deux investissements massifs, l’un pour contrer le réchauffement climatique, l’autre pour se défendre, sans compter sur l’allié américain.

Cette dimension climat-ressources, internationale, ne peut pas être absente d’une offre politique tant elle surdétermine nos vies et nos politiques, du local à l’international : nous ne pouvons pas sortir des 5 km d’atmosphère respirable dont nous disposons, dans l’immensité de l’univers.

D’autant que nous tenons les leviers de la reprise en main de notre destin, là où nous vivons, là où nous pouvons en décider : au plan local, de la maison à la région. Cette affirmation n’est pas naïve : chacun achète ses émissions de gaz à effet de serre avec son budget, peut les réduire à hauteur de ses moyens, en choisissant ses achats, en co-développant des solutions locales.

Nous pouvons passer de la résilience territoriale, subie, à l’offensive climat-ressources, paisible, pour peu que l’on articule les actions de l’Europe, de l’Etat et des différents niveaux de responsabilités territoriales, sur des projets concrets, des solutions abouties, à prise de décision locale.

Cette politique a un moteur puissant : Réduire ses émissions de gaz à eﬀet de serre crée du pouvoir d’achat,- *les énergies fossiles sont extraites loin et servies à notre porte à un prix discrétionnaire-*, du bien-être,-l*es pollutions fossiles s’accumulent et nous empoisonnent toujours plus, le renouvelable est la vie des quatre saisons-*, crée de l’emploi près de chez soi et réduit les inégalités,-*le soleil nous illumine partout sur la planète, le pétrole et les minerais sont inégalement répartis-*, fait monter en compétences les acteurs locaux et crée une nouvelle forme de démocratie dans l’action,-*développer des projets locaux nous fait apprendre les uns-les autres, assembler des compétences, décider ensemble, au vu et au su de tous, dans le respect de chacun-*. Des dizaines de milliers d’acteurs locaux en ont fait la preuve.

Ce manifeste propose un saut dans les politiques à conduire : nous ne pouvons pas faire comme si notre pronostic vital n’était pas engagé à moins de 10 ans d’ici. Nous ne sommes pas restés inactifss lors des précédents mandats mais le saut politique est si important qu’il doit être marqué, avec quelques propositions à déclenchement immédiat.

Par où commencer ? Par convaincre dans l’action locale, déterminée, méthodique, outillée, massive, immédiate : la preuve par les actes, les mesures carbone et biodiversité à la main, aﬃchées.

En commençant par déclarer l’urgence climatique, avec l’obligation de résultat qu’elle nous impose.

**Propositions à déclenchement immédiat**

Ces propositions font converger les décisions de la commune à l’Europe, sans attendre les élections aux différents niveaux de gouvernement :

* En tant qu’élus locaux, nous allons déclarer l’urgence climatique dans les collectivités territoriales que nous dirigeons et nous engager dès maintenant à compter carbone-biodiversité pour agir ; mais aussi à adapter, reproduire, enrichir les solutions à prise de décision locale, construites par d’autres acteurs locaux et abouties. Et ce avec l’obligation de résultat que nous fixent nos émissions passées et actuelles.

Avec ce levier : une comptabilité dans les trois dimensions kWh-euros-tCO2e de nos budgets, de nos investissements, de nos dépenses de fonctionnement.

* Nos élus départementaux pourraient amorcer un financement qui permet de partager les revenus du soleil photovoltaïque pour les populations les plus démunies : le chèque soleil. A l’initiative de l’intercommunalité le cas échéant.
* Nos élus régionaux pourraient se rassembler pour amorcer la construction d’un service public national de covoiturage, par la réunion sur une plateforme unique de toutes les offres et demandes des services existants. La solution informatique est faisable pour un coût dérisoire à l’échelle des besoins potentiellement satisfaits. De quoi massifier l’offre et la demande. En particulier en milieu rural.
* Nos élus nationaux pourraient utiliser la niche parlementaire pour obliger l’administration de l’Etat à fournir des outils de calcul carbone et biodiversité, simples, pédagogiques, gratuits, à destination des familles et des petites entreprises ; avant les municipales.

En reconstruisant ici et sans attendre l’indicateur global de biodiversité inventé par l’état en Île-de-France, développé avec le Museum National d’Histoire Naturelle et enterré depuis.

En s’inspirant de développements comme ceux de l’association Agirlocal (créée à Cergy-Pontoise, [www.agirlocal.org](http://www.agirlocal.org) ) pour les tableurs carbone.

* Nos élus européens pourraient entreprendre de mobiliser le parlement pour la création d’un prêt à taux zéro qui booste les solutions de transition à prise de décision locales.

Deux exemples concrets de solutions à prise de décision locale, immédiate, de la commune à la région :

* Nous allons adapter et reproduire sans attendre une solution comme la cantine de Chadi dans nos écoles, collèges, lycées : cette solution a le mérite de fonctionner à budget constant, en Nouvelle Aquitaine. En commençant par s’y intéresser, partager avec qui fait déjà mieux autour de nous et comparer avec nos propres pratiques pour construire un plan d’action.
* Nous allons aussi proposer la solution Voltalis à tous les acteurs locaux : construite par Enedis, elle est gratuite, fait faire des économies, a l’avantage d’écrêter la pointe de consommation électrique, coûteuse pour la collectivité nationale, en euros et en émissions carbone.

Ce déclenchement immédiat permet d’amorcer l’adaptation-reproduction-enrichissement méthodique d’outils et solutions, dans une offre politique globale

**Une offre politique globale,**

**Des solutions concrètes**

* La nourriture et l’agriculture qui va avec, ont besoin d’une locomotive :

En l’occurrence une politique de demande organisée, pérenne, des cantines (écoles, collèges, lycées, universités) et restaurants interentreprises, permettant à tous d’accéder à une nourriture gouteuse, saine, locale, bio, équitable et bas carbone. Un modèle reproductible existe : un chef cuisinier au moins l’a fait dans son lycée agricole, à budget constant, en travaillant sur la réduction des déchets avec les professeurs et les élèves.

De quoi assurer une demande et une visibilité économique et sociale aux agriculteurs locaux et nationaux. Mais aussi d’étendre cette façon de se nourrir aux familles, à la maison.

* Une nouvelle ère des mobilités peut être ouverte :
  + Avec un nouveau service public de transport : un service public de covoiturage quadrillant la France, coutant quelques dizaines de millions d’euros, pour massifier l’offre et la demande au national, au sein d’une même application réunissant toutes les autres, aujourd’hui dispersées et donc inefficaces : de quoi être sûr quand on part de chez soi le matin de pouvoir rentrer le soir : coût du transport et émissions de CO2 divisés par 2 à 4 par déplacement, selon le nombre de covoiturés et réduction des bouchons.

En Île-de-France, il permettra de desservir beaucoup plus que le Grand Paris Express, construit à coup de dizaines de milliards.

* + Avec une voiture tout électrique de 400 kg, - et pas d’une à deux tonnes -, à 15 000 euros. Ce n’est pas une illusion. Une start-up du côté de La Rochelle va sortir un tel modèle.
* Avec un plan vélo massif. La moitié des déplacements en Île-de-France, en France, en Europe se font à moins de 3km, distance idéale pour le vélo à assistance électrique qui ignore les côtes à grimper, pour un gain de santé assuré et chiffré en termes d’économies pour la sécurité sociale. Conditions : continuité des parcours cyclables, parkings à vélo réellement sécurisés, 6 places de vélo pour une de voiture, attention portée et budgets au moins identiques à ceux qui cajolent la voiture.
* La réhabilitation thermique des bâtiments peut être efficace :

Sans une ingénierie publique, tiers de confiance, la politique de réhabilitation thermique des bâtiments n’est pas à la hauteur des enjeux : une ingénierie comme il y en avait il y a une trentaine d’années dans les DDE pour aider les maires ruraux à faire des écoles et des ronds-points. Mais cette fois au service des habitants, des entreprises et des élus locaux, pour passer des commandes adaptées et efficaces, au secteur privé.

* La précarité énergétique demande cet opérateur public qui sorte les plus pauvres de l’alternative : se chauffer ou aller au travail, attraper les maladies de l’humidité ou manger ; un opérateur public qui prenne en charge la réhabilitation énergétique de leurs logements, en assure le financement et les travaux.
* Le même opérateur public qui permette à la classe moyenne d’isoler son logement et aux petites et moyennes entreprises de gagner en compétitivité, pour plus de confort, moins de charges, moins de CO2 en leur permettant de franchir le mur technique et le dédale financier des subventions de toute réhabilitation.
* Les énergies renouvelables sont une solution.
* Le soleil est notre bien commun le plus fondamental. Il doit être traité en conséquence, notamment à travers le photovoltaïque qui exploite ce bien commun. Les zones d’activités, sont le lieu le plus facile, le plus rentable pour y installer massivement des panneaux : du sol en abondance sans conflit d’usage, pas de protection des monuments historiques, pas de contraintes de voisinage, pas de contraintes de paysage.

Aujourd’hui des entreprises au capital fermé ratissent cette mine. Il est juste qu’un droit à une participation au capital de ces sociétés soit établi : au profit des habitants de l’intercommunalité où ils se déploient, au profit des entrepreneurs qui vont utiliser eux aussi son électricité et ne sont pas toujours les propriétaires des lieux, au profit des collectivités locales et leurs bâtiments publics.

Avec un chèque soleil pour les plus pauvres qui n’ont pas les moyens de souscrire.

Afin que chacun puisse bénéficier en retour de ce bien commun, dans sa facture d’électricité et dans son épargne.

* La terre est notre lieu d’existence : le sous-sol permet de capter l’été la chaleur du soleil, de la restituer l’hiver, mais aussi d’en faire du froid toute l’année. Les techniques sont robustes, ce sont celles des forages de l’industrie pétrolière, de la pompe à chaleur, des réseaux de chauffage urbain, de l’aménagement urbain et rural. Un ingénieur en a fait la démonstration sur un lotissement de 70 logements.
* Développer un programme massif d’éducation populaire dans l’action.

Ces projets concrets ont en commun de développer des projets locaux, intégrant habitants, entreprises, élus et leurs services. S’apprendre les uns les autres en est la clé pour la création d’une intelligence collective, territoriale.

Un exemple est de permettre aux jeunes de former les moins jeunes aux enjeux climatiques et aux solutions locales efficaces, pour écarter une menace climatique tous les jours plus présente.

A Cergy-pontoise, deux lycéennes se sont formées pour former leur conseil municipal, sur le mode : « *on ne peut pas guérir la maladie Covid en ignorant les virus Covid/on ne peut pas écarter la menace climatique sans savoir compter carbone aussi facilement que l’on compte en euros ; et voici une boite à outils et une panoplie de solutions à prise de décision locales, construites dans l’intergénérationnel* ».

2 millions de lycéen(ne)s et leur professeur(e)s dans 3700 lycées aux quatre coins du territoire national sont en mesure d’adapter-enrichir-reproduire cette solution de création d’intelligence collective territoriale ; pour la maitrise de leur destin.

* Nous n’avons pas besoin de moins d’Etat mais de plus d’Etat :

De la commune à l’Etat, en passant par les écoles, les entreprises et les associations, force est de constater que les multiples outils et solutions locales, adaptables et reproductibles en mode projet, sont laissées en jachère.

Eclairer le citoyen sur les enjeux, lui fournir des données publiques fiables, là où il vit, là où il peut en décider, capitaliser et diffuser les solutions efficaces, est le point aveugle le plus évident de nos politiques publiques nationales.

Rétablir une ingénierie publique sur tous les territoires, - cette fois avec les collectivités locales et leurs services, détenteurs de nos biens communs -, est le support d’une nouvelle forme de démocratie dans l’action, par les projets locaux : des projets transverses, acceptables, finançables, par construction.

Dans l’immédiat, une coopérative carbone du type La Rochelle, sera développée sur notre territoire.

* Enfin nous avons besoin d’une Europe désirable :

La création d’un prêt à taux zéro, pour des projets d’investissement de transition écologique d’habitants, d’entrepreneurs, d’élus locaux est une proposition clé. Elle permet de ne plus se poser la question de temps de retour sur investissement contraints à 3, 7 ans mais de financer des projets comme la réhabilitation thermique des bâtiments à 20 ans ; pourvus qu’ils soient effectivement rentables à cet horizon. Et ce au prix pour l’emprunteur des frais de dossiers et assurances pour impayés (mutualisés), inévitables mais aux montants marginaux à l’échelle de l’investissement et du gain collectif.

La création monétaire a pour objet le financement d’investissements dans l’économie réelle et non le financement de la spéculation et l’aggravation des inégalités de l’économie casino. C’est le cas.

La création monétaire n’endette pas l’Europe. En prêtant aux Etats, tenus de financer à leur tour euro pour euro les projets d’investissements de transition locaux, elle n’aggrave pas leur endettement.

Les habitants, entrepreneurs, élus locaux, qui bénéficient de ces prêts sont eux solvables, par les économies générées par l’investissement réel, dans l’isolation de leur logement par exemple.

Telle est l’offre politique que nous vous proposons, avec quelques-uns des projets concrets qui en tracent le chemin.